

## Cherché en Espagne pour scandale financier, l'homme d'affaires argentin en prison en France

OUT va très mal pour Francisco Serrau, 44 ans, alias Roberto Poggi, homme d'affaires argentin condamné jeudi trois mois de prison par le tribunal de Bayonne pour avoir franchi la frontière espagnole avec un passeport qui n'était pas à son nom. Mais en vérité Serrau considère presque comme une chance cette condamnation au demeurant bien bénigne en comparaison de ce qu'il risque de l'autre côté de la frontière, en Espagne, où il est en passe de devenir le « héros » d'un scandale financier à implications politiques qui embarrasse fort les gouvernements espagnol et argentin.

Serrau est très connu dans le monde des affaires madrilènes, sous le nom de Poggi, il présidait tout récemment aux destinées de la chaîne de grands magasins Mazon et contrôlait directement, ou par personne interposée, une vingtaine d'entreprises textiles, immobilières, automobiles, drugstores, etc. Chose étrange, cet empire financier, il l'a constitué d'un seul coup il y a dix-huit mois et l'on murmure qu'il a agi pour le compte de très hautes

personnalités argentines qui l'auraient chargé de placer en Espagne leurs capitaux. On murmure même les noms d'Isabel Peron, vice-présidente de l'Argentine et épouse de Juan Peron ; celui de M. Lopez Rega, ministre et secrétaire privé du président argentin.

Depuis deux mois, les affaires de Serrau en Espagne allaient très mal. Il y a quelques jours, on a appris ainsi que son groupe financier était sur le point de s'écrouler avec plusieurs centaines de millions de pesetas (des millions de francs) de dettes (3 milliards, selon un journal espagnol). On s'est aperçu alors que certaines de ses entreprises n'étaient pas constituées légalement, ne payaient ni impôts, ni Sécurité sociale. Plusieurs milliers d'employés et d'ouvriers sont menacés de chômage.

Serrau, aux abois, s'est d'ailleurs réfugié en France dès le 5 avril, tandis que ses directeurs argentins disparaissaient de la circulation.

Cette affaire embarrasse d'autant plus le gouvernement de Madrid qu'à plusieurs reprises des rumeurs ont couru sur un éventuel séjour pour raisons de santé du président Peron en Espagne où il passa jadis de longues années d'exil.

Certains n'excluent pas que, devant les difficultés rencontrées en Argentine par son gouvernement, le chef de l'Etat saisisse cette occasion pour effectuer en Espagne un séjour prolongé.

**VITESSE RELEVÉE** de 80 à 90 km/h sur les routes et de 100 à 120 sur les autoroutes de Belgique à partir de mardi prochain. Les mesures prises pour réduire la consommation d'essence sont, en effet, abrogées.